



# PRÉFET DE TARN-ET-GARONNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle  
et appui territorial

Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2025 - 12-24-0003

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT LEVÉE DE MISE EN DEMEURE

GRAND MONTAUBAN – COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

9 rue de l'Hôtel-de-Ville

82000 MONTAUBAN

exploitation d'une station d'épuration, d'une unité de méthanisation et d'une unité de  
compostage

146 route d'Albefeuille-Lagarde – 82000 MONTAUBAN

Article L.171-8 du Code de l'environnement

**Installations classées pour la protection de l'environnement**

Le préfet de Tarn-et-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le Code de l'environnement ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique « n° 2781 » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°82-2025-04-22-00001 du 22 avril 2025, pris à la suite de l'incident survenu sur le digesteur n°2 de l'unité de méthanisation exploitée par Grand Montauban – Communauté d'Agglomération, 146 route d'Albefeuille-Lagarde – 82000 MONTAUBAN ;

**VU** le rapport du 18 décembre 2025, relatif à la visite du site effectuée par l'inspection des installations classées le 3 octobre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a établi et mis en œuvre les procédures opérationnelles lui permettant de piloter et maîtriser ses installations ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>:** Les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 82-2025-04-22-00001 du 22 avril 2025, pris à l'encontre de Grand Montauban – Communauté d'Agglomération, qui exploite une station d'épuration, une unité de méthanisation et une unité de compostage, 146 route d'Albefeuille-Lagarde – 82000 MONTAUBAN, à la suite de l'incident survenu sur le digesteur n°2 de l'unité de méthanisation, sont levées.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Tarn-et-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 3 -** La secrétaire générale de la préfecture de Tarn et Garonne, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement en charge des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne et dont une copie sera notifiée à la présidente de Grand Montauban – Communauté d'Agglomération, maire de Montauban.

Fait à Montauban, le 24 DEC. 2025

Le préfet,



Vincent ROBERTI

### **Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE – Tél : 05.62.73.57.57), dans les délais ci-dessous :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement,
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télé-recours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

Soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 allée de l'Empereur – BP 10779 – 82000 MONTAUBAN. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours,

Soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CÉDEX 08. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.